

Unité départementale d'Eure-et-Loir
15 Place de la République
28019 CHARTRES CEDEX

Chartres, le 22/07/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/05/2022

Contexte et constats

Publié sur



SODEM

1, Place de la Madeleine
Marchezais
28410 BROUE

Références : 427/RAPVI/IC220447

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/05/2022 dans l'établissement SODEM implanté 1, Place de la Madeleine Marchezais 28410 BROUE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Incendie survenu le 3 mai 2022.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SODEM
- 1, Place de la Madeleine Marchezais 28410 BROUE
- Code AIOT dans GUN : 0010000427
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

La société SODEM est implantée sur les communes de Broué et Marchezais. Elle est autorisée à exploiter une unité de stockage de céréales par arrêté préfectoral d'autorisation n° 1884 du 6 août 1990.

Depuis la délivrance de l'autorisation, plusieurs modifications ont été portées aux installations existantes.

Un arrêté préfectoral complémentaire a été pris le 16 février 2022 relatif à la mise à jour administrative des prescriptions applicables à la partie Est de la route départementale 21 de l'établissement.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Incendie survenu le 3 mai 2022.

Seul l'emplacement du stockage objet du départ de feu le 3 mai 2022 parcelle 577 section A sur la commune de Marchezais a été visitée.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Le 3 mai 2022, la société SODEM à Marchezais/Broué a informé l'inspection des installations classées qu'un départ de feu de pailles a eu lieu au droit de terrains en limite extérieure Nord du périmètre autorisé de son établissement de Broué/Marchezais.

Le tas concerné serait sur une emprise de 1 000 m², sur une hauteur de 2 à 3 m.
Les pompiers sont intervenus, l'exploitant a étalé progressivement le tas pour faciliter l'extinction à partir de la réserve d'eau incendie présente.

Selon l'exploitant lors de la visite d'inspection réalisée le 5 mai 2022, l'incendie a concerné un stockage de paille humide et dégradée présent depuis plusieurs mois (1.5 ans selon l'exploitant).

Lors de l'inspection le 5 mai 2022 – le rapport vous sera transmis ultérieurement, aucune fumée n'a été constatée. Les eaux d'extinction n'ont pas été retenues.

La typologie (paille/fumier) des matériaux brûlés est difficile à évaluer au regard de l'état de décomposition. Les matières issues de la combustion sont toujours présentes, le lieu de l'incident est clôturé.

Il a été constaté que la réserve incendie a été complétée par l'exploitant à l'issue de l'intervention des pompiers.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de l'inspection (1)
Consistance des installations	AP Complémentaire du 16/02/2022, article 1.2.1	/	Mesures d'urgence

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Au regard de la présence des matières issues de la combustion lors de l'incendie du 3 mai 2022 en tas sur le terrain, et du risque de fermentation qu'elles présentent (selon la durée de leur présence sous cette forme et des conditions météorologiques) ; de la nature d'un incendie de ce type de matières, de type feu couvant, du risque de reprise de la combustion ; un arrêté préfectoral de mesures d'urgence a été pris le 9 mai 2022.

Les constats relevés lors de cette inspection figurent dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Consistance des installations

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 16/02/2022, article 1.2.1
Thème(s) : Situation administrative, Consistance des installations
Prescription contrôlée : Les installations relèvent des rubriques listées dans le tableau de classement en annexe 1 du présent arrêté.
Constats : Stockage de paille au sein de parcelles situées au nord de la haie longeant le bâtiment 10 du site SODEM, dont la parcelle A577 section A Marchezais. Stockage total estimé à 5 000 m ³ par l'exploitant. Stockage de paille humide et dégradé présent depuis environ 1 an et demi selon l'exploitant (objet d'un départ de feu). Ce stockage était destiné au "rebut" selon l'exploitant. Les eaux d'extinction n'ont pas été retenues (absence de dispositif de retenue des eaux d'extinction, terrain nu).
Observations : -
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mesures d'urgence